



DECLARATION LIMINAIRE DU SE-Unsa **CAPD du 25 septembre 2018**

Madame la Directrice Académique,
Mesdames et Messieurs,

Alors que cet été Monsieur le ministre a pu convoler en justes noces, en parallèle, le divorce s'est amorcé avec les syndicats enseignants qui ont claqué la porte du Conseil Supérieur de l'Éducation du 12 juillet. Le Se-Unsa, suite à cet acte fort et rare, a vivement dénoncé le manque de dialogue, la politisation des programmes ainsi que le grand bond dans le passé. A l'heure où il est plus qu'urgent, face à la montée des extrêmes, de travailler le vivre ensemble, voilà qu'on nous impose un programme où les valeurs de la République ont vocation à être inculquées pour être ensuite récitées et appliquées.

Ces « ajustements » ont évacué toutes les occasions de faire vivre ces valeurs aux jeunes. La liberté, l'égalité et la fraternité deviennent des normes à respecter sans qu'il soit jamais fait état ni de leur constructions par les citoyens, ni des débats qui leur donne vigueur.

Les nouveaux programmes ont été publiés au Bulletin Officiel du 26 juillet pour une mise en application à cette rentrée 2018. Sans qu'aucun bilan n'ait pu être effectué des programmes de 2016, sans qu'aucune demande d'ajustements n'ait été portée par le comité de suivi des programmes ou les organisations représentatives des personnels concernés, le ministre a décidé qu'ils devaient être revus. La pédagogie de la répétition et les entraînements mécaniques sur des tâches de bas niveau ne permettront pas à tous les élèves d'accéder aux compétences complexes pourtant indispensables pour s'insérer dans une société de plus en plus exigeante. Le ministre est-il convaincu de ce qu'il défend ? Ou n'est-il qu'un politique habile qui surfe sur la nostalgie d'une école fantasmée et sur le conservatisme ambiant ?

En revanche, qu'il se coupe volontairement de ceux qui font fonctionner l'École au quotidien en tentant de leur imposer les méthodes de son choix est inacceptable.

Ce mépris s'ajoute ainsi à la négation du professionnalisme des enseignants par la multiplication des directives du trimestre dernier : recommandations pédagogiques, contenus imposés des animations pédagogiques, imposition de manuels de lecture, nouvelles évaluations. A ce sujet, le SE-Unsa demande que les évaluations diagnostiques ne fassent pas l'objet d'un protocole national avec remontées nationales mais que le ministère développe les banques d'outils d'évaluation mises à la disposition des équipes.

Il s'oppose à la publication de résultats permettant la comparaison entre écoles et établissements.

Il souhaite que les écoles et les établissements soient mieux accompagnés pour définir des indicateurs qui les aident à améliorer leur action (mixité sociale et scolaire, bien-être des élèves et des personnels, vie scolaire, épanouissement social et culturel, valeurs partagées,...) et qu'ils disposent de moyens réels pour construire des solutions aux difficultés qu'ils auront identifiées.

Pour autant, le SE-Unsa n'a pas appelé à un boycott qui pourrait créer des tensions entre les enseignants et les parents, entre les enseignants et leur hiérarchie et au sein de l'équipe enseignante.

- Il a engagé les équipes à dédramatiser pour les élèves, les familles et pour elles-mêmes, en ne donnant qu'une importance limitée au protocole ;
- demandé au ministre une compensation horaire sur les APC ou les animations pédagogiques;
- et suivra la passation, les résultats et l'exploitation de ces évaluations aux côtés des enseignants en recueillant largement leur avis de professionnel sur la pertinence des exercices, l'intérêt pédagogique dans la classe, dans l'école, sur le vécu des élèves, des familles et sur l'utilisation de l'institution pour le pilotage de proximité.

Comme d'habitude pour ce gouvernement, c'est par une interview exclusive et surprise du dimanche 16 septembre, que Jean-Michel Blanquer lève le voile du budget 2019 pour l'Éducation nationale. C'est avec une suppression de 1800 postes que la rue de Grenelle contribuera à la baisse de 4500 postes de fonctionnaires annoncée depuis des semaines par Matignon. La dégradation du service public et de notre école est bien "En Marche".

Le SE-Unsa condamne les 2600 suppressions de postes enseignants du second degré annoncées pour la rentrée 2019 et dénonce la dégradation des conditions de travail et le recours aux vieilles recettes. Il s'oppose à la logique de multiplication des heures supplémentaires qui ignore la charge de travail des professeurs.

Malgré les explications du ministre pour tenter de transformer ces suppressions en bonne nouvelle, avec l'annonce d'une priorité au primaire et d'un maintien des taux d'encadrement dans le second degré via une augmentation des heures supplémentaires sans cotisations sociales, la décision budgétaire va encore un peu plus compromettre la confiance des personnels comme de la population dans les orientations de l'exécutif.

Ces nouvelles directions, en l'état, et en partie déjà vécues dans le passé, ne convainquent pas des progrès supposés pour le système éducatif qu'il s'agisse de la réussite des élèves comme de l'attractivité du métier d'enseignant. Elles semblent avant tout guidées par la volonté de donner une coloration libérale sans faire la démonstration de leur potentielle plus-value. Ces réductions budgétaires sont de mauvais signaux. Ces récupérations de postes sont de mauvais augure.

Si tout le monde a bien entendu que l'exécutif entend garder le cap, il est temps qu'il dise pour aller où. Quelle est sa programmation pour l'Éducation nationale des suppressions de postes de fonctionnaires qu'il veut amplifier sur le quinquennat ? Quels sont ses projets pour la structuration du tissu scolaire et de l'offre de formation, notamment en milieu rural ? Qu'a-t-il derrière la tête quand il affirme vouloir rénover la formation initiale ? Que promet-il aux personnels derrière une gestion des ressources humaines rénovée ?

Il est temps de jouer cartes sur table avec la population comme avec les personnels

Les rapports d'experts extérieurs sont utiles mais les experts de l'intérieur que sont les personnels sont une fois de plus écartés. Ils souhaitent pourtant être sincèrement associés à l'élaboration de leur travail plutôt que le découvrir en ouvrant leur journal quotidien.

Pour l'Unsa, les Services publics sont un investissement gagnant pour la Nation. Ses agents doivent être reconnus dans leur engagement et non être considérés comme la variable d'ajustement budgétaire.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention.

Pour le SE-Unsa de l'Ain, Karen Ansberque